

RENCONTRE ENTRE
L'ASSOCIATION LA RÉVOLUTION EST EN MARCHÉ ET LE COLLECTIF CITOYENS & POLICIERS
LE 16 FÉVRIER 2017 À AULNAY-SOUS-BOIS

Étaient présents lors de cette réunion :

- Hadama Traoré, fondateur de l'association aulnaysienne La révolution est en marche
- Gaëlle Van Der Maslow, cofondatrice du collectif Citoyens & Policiers
- Jules, gardien de la paix, membre du collectif Citoyens & Policiers

En qualité d'observateurs :

- Franck, gardien de la paix à Paris
- Alain, fondateur de l'association Libres et égaux en droits
- Souleymane, membre de l'association Libres et égaux en droits
- Thomas Zribi, Radio Nova
- Yassine Belattar, comédien
- Thomas Barbazan, humoriste

Lors de cette première réunion, nous avons fait un état des lieux des problèmes auxquels les citoyens résidents des quartiers populaires sont confrontés quotidiennement, mais également les policiers qui y interviennent. Nous avons également abordé le problème du regard de l'opinion publique sur la population des quartiers et sur la police en général. Puis nous avons cherché – très longtemps ! – les réponses apportées par le gouvernement pour remédier à ces problèmes. Enfin, nous avons passé en revue les actions que nous pouvions réaliser afin de trouver nous-mêmes des solutions aux problèmes.

L'« affaire Théo » a été largement instrumentalisée et il serait temps que le cirque médiatique cesse pour laisser place à la raison. *On ne peut pas et on ne doit pas instrumentaliser les combats.*

Nous pensons qu'il est plus important aujourd'hui de se focaliser sur les causes du problème en mêlant réflexion et action, et que, si nous ne le faisons pas, nous retomberons inéluctablement dans le même cycle de violences à la prochaine affaire.

Nous avons partagé nos expériences (émeutes de Villiers-le-Bel, contrôles d'identité, formation de la police, politique du chiffre, etc.) et nous en sommes arrivés à ce constat :

Depuis des années, l'isolement des quartiers populaires progresse, laissant les habitants livrés à eux-mêmes. *Les quartiers ressemblent à leur génération.*

Auparavant, les incivilités au sein des quartiers étaient réglées en partie par les habitants eux-mêmes : « On faisait le ménage chez nous. »

Ce fonctionnement était renforcé par la présence de la police de proximité sous différentes formes, venant renforcer le climat du « mieux vivre ensemble » instauré par les habitants. Loin d'être un remède à tout, la « pol prox » avait le mérite de créer du lien et de faciliter la collaboration entre la police et les citoyens des quartiers populaires. **Par conséquent, les missions de police étaient plus préventives que répressives et la présence de la police n'était pas vue comme une agression.**

Depuis la disparition de la police de proximité, les associations s'emploient autant que possible à désenclaver les quartiers populaires et à proposer des solutions aux habitants. Mais de la misère sociale, du chômage, des discriminations, des incertitudes face à l'avenir résultent de la petite et grande

délinquance qui sévit dans les quartiers et envenime les rapports entre la police et les jeunes, et également entre les habitants eux-mêmes.

Il y a également un gros problème de connaissance du droit mais également du fonctionnement des institutions, auquel essayent de pallier des associations comme Libres et égaux en droits. Ce manque de connaissances peut créer des tensions, des incompréhensions face à une institution policière que les gens ne connaissent pas ou mal, envers laquelle ils se sentent désarmés, vulnérables, et en laquelle ils n'ont plus confiance.

De plus, lorsqu'un habitant des quartiers est confronté à un policier, si son expérience est mauvaise, celle-ci confirmera l'idée que toute l'institution policière est mauvaise et renforcera cette croyance. Et si elle se révèle positive, elle sera vite noyée dans la masse des expériences négatives vécues par un ensemble d'habitants.

Les violences qui émaillent les confrontations avec la police au sein des quartiers, qu'elles soient déclenchées par un fait de société ou simplement par une intervention, sont généralement perpétrées par des jeunes qui n'ont pas de but précis. Il n'y a pas une conscience politique, une revendication précise, une volonté de construction qui émanent de ces violences. Certains jettent des pavés aux policiers en intervention parce qu'on leur a toujours dit qu'il fallait le faire, qu'ils l'ont vu faire ou que simplement la police est considérée comme l'ennemi.

À ces problèmes, les pouvoirs publics n'ont aucune réponse. Au mieux, ils proposent des solutions superficielles, qui ne s'attaquent pas aux causes en profondeur mais répondent aux inquiétudes de l'opinion publique et, pensent-ils, achètent la paix sociale. Jusqu'au prochain « incident ».

L'opinion publique, quant à elle, n'a qu'une image biaisée des quartiers, image dépeinte dans les nombreux articles de journaux, reportages télévisés, etc. qui, pour certains, stigmatisent les banlieues et focalisent sur les informations sensationnelles au lieu de mettre en lumière les initiatives positives.

Quant à la police, il y a une dégradation importante de la qualité de l'institution à tous les niveaux : formation, effectifs, encadrement, moyens matériels, conditions de travail, etc.

Si on part de la « construction » d'un bon policier dès l'école de police, on constate que, d'abord, la formation est très succincte comparée à d'autres pays, mais qu'en plus le contenu de la formation en elle-même est médiocre.

Un élève policier va étudier les lois, apprendre que la force fait loi, apprendre quand et comment utiliser cette force ; il aura au mieux quelques cours théoriques sur la gestion du stress, et quelques heures de formation sur les conditions d'intervention dans les quartiers populaires qui seront dispensées par des formateurs parfois absents du terrain et déconnectés des réalités depuis quelques années.

Alors que faire intervenir, par exemple, des éducateurs, des associations de quartier dans les formations de la police nationale permettrait d'échanger directement avec des acteurs de terrain, qui ont des connaissances concrètes de la situation sur place.

Au lieu de cela, on lâche des « bébés policiers » directement à la sortie de l'école au sein des quartiers économiquement et socialement en difficulté, à propos desquels ils n'ont que des appréhensions, que des préjugés et une méconnaissance complète du terrain. Très souvent, ils sont peu ou pas encadrés par des supérieurs expérimentés.

Cette formation, déjà, a forcément des conséquences sur la qualité du service proposé par les fonctionnaires de police dans leurs interventions.

On ne peut pas exiger l'exemplarité d'une personne qui n'a pas été formée dans ce sens. Pourtant, il est essentiel qu'un fonctionnaire de police soit exemplaire et irréprochable pour être légitime auprès du citoyen. Si l'on accepte que, sous l'uniforme, il y a un humain soumis à des conditions qui lui échappent, alors on se doit de reconnaître que cette exemplarité ne peut se faire complètement que si on lui en offre les moyens. Et c'est loin d'être le cas aujourd'hui. Chez les nouvelles recrues soumises à tous ces facteurs, on fait face à un amateurisme croissant. Ce qui n'est en aucun cas de leur entière responsabilité.

Les jeunes policiers sont également soumis, dès leur entrée au sein de la « Maison », à une loi du silence, un mutisme qu'ils ne doivent pas transgresser, au risque d'être foudroyés par la hiérarchie ou par certains de leurs collègues. Le corporatisme est très ancré au sein de l'institution policière.

Mais il y a également un autre problème qui est de l'ordre de la conscience morale : un policier devrait avoir la possibilité d'agir selon sa conscience morale, indépendamment des ordres auxquels il est soumis. Aujourd'hui, s'il est soumis à un ordre illégitime, il a en théorie la possibilité de le dénoncer, mais en pratique il est soumis au diktat du corporatisme. On ne remet pas en question les ordres hiérarchiques, on se soumet.

« On aurait dû s'en douter quand on a remplacé l'emploi du #gardienlapaix par #forcesdelordre dans la sémantique des discours politiques. »

Les politiciens surfent sur ces problèmes selon leur tendance politique et les instrumentalisent lorsqu'ils en ont besoin pour gagner quelques points dans l'opinion et quelques voix dans les urnes. Concrètement, il n'y a aucun travail de fond qui a été réalisé, les problèmes sont toujours survolés. Parfois, on jette un peu de pain au gré du vent pour calmer les esprits. On pose des pansements sur les bobos et on achète la paix sociale jusqu'au prochain incident, qu'on instrumentaliserà à des fins personnelles, pour sa carrière.

Il serait bon également que certains journalistes se cantonnent à un vrai travail d'enquête et non à de l'information sensationnelle, bonne qu'à attiser la haine et à diviser les citoyens.

Cela fait des années que ces problèmes reviennent sur le tapis, autant du côté des policiers, qui, on l'a bien vu, souffrent vraiment des dysfonctionnements au sein de leur institution, que du côté des citoyens, qui ne se font jamais entendre et auxquels on n'apporte aucune solution intelligente.

Ce diagnostic réalisé lors de notre première réunion n'est que superficiel compte tenu de l'ampleur et de la complexité des problèmes. Il est également acté que ces problèmes sont connus depuis des années sans que des solutions concrètes, intelligentes, soient apportées.

Ce ne sont pas les politiciens qui vont nous aider, c'est le peuple qui va les aider, mais surtout il va s'aider lui-même, là où le gouvernement ne joue plus son rôle. Tous ensemble, nous avons acquis la conviction qu'un éveil citoyen pourrait porter les bonnes réponses.

L'association La Révolution est en marche et le collectif Citoyens & Policiers

Le 19 février 2017